

# La crise de Sivens est encore profonde

## Société - Projet de territoire

L'élaboration d'un projet de territoire pour la vallée du Tescou, lancé après les événements de Sivens, sera l'un des gros dossiers dont le nouveau préfet du Tarn devra se saisir. Pour appréhender au plus vite la complexité de ce dossier, il pourra se servir de l'audit patrimonial commandé par son prédécesseur et le préfet du Tarn et Garonne. Entre le 10 mai et le 22 juin, le cabinet Adeprina/AgroParisTech a rencontré soixante-cinq personnes, élus, membres d'associations, agriculteurs, représentants de collectivités et d'institutions.

Courant septembre, l'ensemble des acteurs seront réunis pour mettre en place les outils nécessaires à l'élaboration du projet de territoire du bassin-versant du Tescou.

La teneur de l'audit, notamment sur la stratégie pour la ressource en eau, montre que le chemin est long pour parvenir à une solution.

Selon l'équipe d'audit, «ce bassin-versant du Tescou est un territoire ordinaire qui a connu une crise extraordinaire». Un territoire dépassé par ce conflit qui s'est joué au niveau local mais avec des implications aux niveaux national et européen. «Chacun a dû se positionner pour ou contre Sivens et il est difficile de sortir de cette vision binaire».

Pourtant, il ressort de ce document que ce territoire est loin d'être homogène. Il existe des différences entre la vallée, les coteaux. Les besoins, les attentes ne sont pas les mêmes. Au cœur d'un triangle Albi, Toulouse, Montauban, la population a évolué avec des néoruraux, un tissu rural-urbain qui subi des influences différentes de ces trois pôles.

Tout l'enjeu de ce projet de territoire est d'arriver avec cette diversité d'acteurs à un «constat partagé». Ce qui est loin d'être acquis. Avant le conflit de Sivens, si chacun s'accordait sur l'existence d'un problème sur la ressource en eau, les solutions à y apporter n'étaient pas partagées. Elles ne le sont toujours pas. Le projet de barrage divise toujours. Le conflit a exacerbé cette division. Il a remis en cause «le fonctionnement classique de l'élaboration d'un tel projet d'infrastructure (...). La façon de dialoguer, de concevoir et de définir ensemble des projets» doit être repensée.

Ne rien faire serait un échec comme de tenter de passer en force à la faveur d'un changement politique. Une nouvelle crise, «une guerre civile», selon les termes de certains, serait alors possible.

L'enjeu est d'éliminer les positionnements les plus extrêmes, qui se sont fait entendre durant le conflit, pour esquisser les contours «d'un contrat agriculture-société-territoire-eau équilibré qui respecte l'identité de chacun». Ce que la société n'est pas capable de réaliser à l'échelle nationale, est-il possible à l'échelle de la vallée ?

L'audit patrimonial est consultable sur le site de la préfecture